



PORTRAITS

DU PASSÉ ET DU PRÉSENT

"Préservation des mémoires par le biais
de la photographie et du storytelling"

PORTRAITS DU PASSÉ ET DU PRÉSENT

«Préservation des mémoires par le biais de la photographie et du storytelling»

Ce livre est une compilation de portraits d'hommes et de femmes membres des communautés où Impunity Watch met en œuvre son programme de traitement du passé au Burundi. Il a été conçu grâce aux récits et photos recueillis par un collectif des femmes photographes Rweze avec l'appui et l'accompagnement de l'équipe d'Impunity Watch au Burundi.

Concepteurs du projet:

Christella Niyonzima

Daniella Iradukunda

David Taylor

Photographes :

Liana Kimana

Charissa Daniella Iradukunda

Anaïs Hashazinka

Josiane Kwizera

Ange Marie Christine Irakoze

Graphiste :

Anaïs Hashazinka

Relecture du livre :

Abraham Manirampa

Deus Ndiwokubwayo

Teddy Iratubona

Lysette Kezimana

Florent Nintunze

Isabelle Simbarakiye

Lisa Ndikumana

Le livre a été supervisé par :

Christella Niyonzima

David Taylor

REMERCIEMENTS

Les portraits réunis dans ce livre visent à contribuer à l'exercice de traitement du passé lié aux différentes crises qu'a connues le Burundi. A cet effet, ce livre part des récits personnels des individus pour non seulement découvrir la complexité des vérités constituant les mémoires gardées et héritées mais aussi contribuer à dépasser le complexe victimaire qui domine l'effort d'élucider ce passé. Ils décrivent les conséquences de ces dernières sur la vie humaine, politique et sociale, en vue de laisser la population burundaise en générale, et la jeunesse en particulier, découvrir leur passé, y porter un regard critique pour en éviter ainsi la répétition.

La publication « **Portraits du passé et du présent : préservation des mémoires par le biais de la photographie et du storytelling** » est avant tout un mémorial des histoires personnelles de Balthazar, Céline, Madeleine, Modeste, Marie Rose, Adèle, Aloys, Lucie, Gabriel, Matilde, Siméon, Léonie, Chantal, Stany, Lazare, Gaudence, Consolate, Julien, Pascal, Stanislas, Elisabeth et Régine. Chacun d'entre eux a généreusement donné de son temps pour partager une partie de lui-même que nous nous sommes efforcés de documenter avec précision de manière à rendre justice à leur humanité, leur courage et leurs expériences. Notre profonde gratitude et nos sincères remerciements à chacun d'entre eux.

Ce livre s'inscrit dans le programme d' Impunity Watch au Burundi qui promeut le traitement du passé et fait partie du travail mené dans les communautés burundaises, par des équipes de chercheurs, des membres des organisations de la société civile (partenaires) et des structures artistiques pendant plus de dix ans. Ces équipes d'IW ont passé ces années à arpenter des collines, à mener des discussions à différents niveaux de la société, et à appuyer des initiatives locales de mémoire et de traitement du passé. Le mérite de ce travail revient donc aux différentes équipes travaillant – et ayant travaillé – pour Impunity Watch au Burundi et aux partenaires Dushirehamwe, THARS, MIPAREC et Rweze.

Nous remercions l'Union Européenne et le National Postcode Lottery des Pays-Bas pour leur soutien financier à ce projet important.

Enfin, nous remercions vous, les lectrices et lecteurs, pour votre curiosité à lire ces histoires importantes. Nous avons tenu et essayé de ne pas privilégier une seule perspective à l'exclusion des autres afin de vous présenter une œuvre dans laquelle vous pourrez vous retrouver et qui pourrait être une base de la recherche et de la construction des espaces personnels et collectifs de traitement du passé douloureux.



LES PROVINCES :

MUYINGA

CIBITOKÉ

MAKAMBA

BUJUMBURA



INTRODUCTION

La recherche de l'acceptation de la mémoire de son vécu, de sa vérité, et pour lui trouver un espace pour ses expériences dans l'arène des mémoires alternatives, parfois conflictuelles, de son environnement est un combat continu et obstiné de l'humain en général mais du Burundais particulièrement.

De même, accepter un récit alternatif ou différent du sien exige de se dépasser, d'embrasser l'humanité de l'autre, de lui remettre un visage humain pour pouvoir s'imaginer et accepter sa douleur et sa peine. C'est s'autoriser de se reconnaître en l'autre, prendre distance par rapport à soi, à son propre récit, non pas pour le renier, mais pour créer un espace pour la mémoire de l'autre.

Tout cela n'est aussi possible que quand on s'autorise à écouter, à dépasser les 'frontières fluides' tracées entre et au sein des communautés par les conflits ethniques, identitaires et politiques que nous avons permis de nous diviser.

Cette publication, « Portraits du passé et du présent: préservation des mémoires par le biais de la photographie et le storytelling » fait appel au pouvoir de l'art visuel et de la narration pour aider à ces processus de reconnaissance et d'acceptation. Elle se veut être une contribution inclusive au besoin de mettre en lumière, de faire découvrir, de préserver et d'accepter les récits nuancés du vécu et du passé des Burundais dans leur diversité. Elle contribue par la même occasion à

la réduction de la dispute et la concurrence victimaire continue des mémoires blessées des Burundais aux niveaux individuel, familial, communautaire et national.

Tout aussi important, ces portraits contribuent à la préservation de la mémoire individuelle et communautaire. La moyenne d'âge des participants à cette œuvre est de 62 ans (le plus âgé des participants à ce projet avait 83 ans). La documentation de leurs expériences sur diverses périodes de l'histoire du Burundi préserve de l'oubli et garantit que les jeunes générations disposent d'une trace écrite du passé qui peut les aider à comprendre l'histoire et les mémoires nuancées de ce pays et ainsi comprendre ce que peut signifier être Burundais dans différents moments de la vie.

Les portraits que nous vous présentons offrent un espace où parler de soi est tout aussi bien de parler de l'autre sans en être nécessairement conscient, pour enfin accepter que toutes les mémoires sont les bienvenues ; celles des Twa, des Tutsi et des Hutu. Les photos prises et les histoires racontées permettent aussi, à un autre niveau, de rendre plus palpables des récits qui, pour certains, parfois donnent l'impression de verser dans l'abstrait, le mythique et le légendaire alors que ce sont des récits vécus et restent encore, dans la plupart des cas, des blessures béantes dans les mémoires des membres de nos communautés. Tout simplement nous vous proposons des mémoires collectives nuancées du Burundais.



Balthazar BUKURU,

« Je ne savais pas qu'échouer en classe pouvait me sauver la vie »

Mon nom est Balthazar Bukuru, j'ai 68 ans, natif de Rugari, en province Muyinga. En 1971, je m'apprêtais à embrasser la carrière d'enseignant à Rugari, mais malheureusement, après les derniers stages, le jury m'a jugé trop sentimental pour être un bon enseignant. J'étais sidéré, je ne comprenais pas le rapport entre mes sentiments et le travail d'enseignant. Considérant même que j'avais échoué aux stages, ce jury ne m'a pas octroyé de diplôme. J'ai pris cela comme une injustice et je me suis orienté vers l'enseignement de la bonne nouvelle à la paroisse Rugari comme catéchiste.

Une année après, pendant la crise de 1972, la chasse aux intellectuels, surtout Hutu était farouche, ciblant tous les fonctionnaires pour être systématiquement lynchés, dont les enseignants, la profession à laquelle j'avais tant aspiré. Ils étaient appelés un à un et emmenés par des véhicules militaires sans qu'aucune suite ne soit donnée de leur sort. Des listes étaient bien confectionnées avec des noms des fonctionnaires et des commerçants pour la plupart, mais aussi de tous ceux qui avaient une certaine réputation dans notre localité. Personne n'a survécu. Cette crise m'a beaucoup affecté, je ne

savais pas qu'échouer en classe pouvait me sauver la vie. Mais grâce aux activités paroissiales orientées vers le pardon et l'amour du prochain, j'ai pu surmonter cette histoire.

On dit que l'histoire se répète. C'est vrai. 22 ans plus tard, en 1994, le cauchemar a refait surface. En pleine messe animée par Monseigneur Jean Berchmans NTERERE, alors évêque de Muyinga, une fusillade a éclaté. Ce fût un moment intense, de peur et de panique. Un vicaire a été tiré déçu à mort à l'Autel, et des tirs nourris retentissaient de partout. Ceux qui n'ont pas péri par balles ont été massacrés par coup de machettes. C'était un coup des militaires, se disait-il.

Durant ce carnage, je me suis caché dans une petite pièce de l'Eglise avec l'évêque, et nous en sommes sortis sains et saufs.

Une autre attaque en 1996, me visait personnellement. Je venais de la messe avec ma femme et mon bébé sur son dos. Nous marchions tranquillement, et une bande de Batwa armée de machettes, «pillant» les biens nous a attaqués de nulle part. Ma femme a été violemment poignardée, et est morte sur le champ. Mon bébé et moi avons miraculeusement pu survivre des coups de machettes reçus.

Néanmoins, cette attaque m'a marqué à vie: elle m'a pris ma femme et m'a laissé un handicap et des séquelles physiques occasionnant des troubles de mémoires.

Pour ma survie et mon équilibre, j'ai décidé de me remarier avec une veuve, originaire de Karusi, qui elle aussi, a vu son mari être décapité parce qu'ils avaient caché des Tutsi durant les massacres de 1993.

Malheureusement, notre couple n'a pas fait long feu de par mes comportements. Car j'étais devenu accro à l'alcool, et je dilapidais les biens familiaux. Elle n'a pas pu supporter mes délires, et elle est retournée chez elle à Karusi.

En fin de compte, ma vie a été ce qu'elle est, en quelques sortes, à cause de ce que le pays a enduré. Je ne le souhaite à personne, surtout pas à la nouvelle génération.

Par contre, je tiens à conseiller à la jeune génération d'éviter tout ce qui pourrait les plonger dans des conflits ethniques, et surtout apprendre du passé pour éviter les conflits.



Marie Rose SONERIMFURA,

« Je n'aurai jamais cru que nos voisins deviendraient nos détracteurs »

Je suis une mère de 4 enfants, et veuve depuis 6 ans. La vieillesse me guette, j'ai soixante-dix-huit ans. Je suis née à Gitobe en province Kirundo, mais je vis actuellement à Muyinga.

Je me rappelle, comme si c'était hier, de l'époque royale, du temps de Rwagasore, et surtout du sort de son cousin Ntidendereza qui faisait régner la pluie et le beau temps dans les provinces du Nord du pays. Il semait la terreur dans tout Kirundo. Ntidendereza avait son parti politique, le PDC, qui œuvrait pour le compte des belges. Par conséquent, il s'opposait contre toute initiative de Rwagasore. A cette époque, mon frère était secrétaire du parti PDC à Kirundo. C'est lui qui enregistrait les nouveau-nés et les morts. Avec l'émergence du parti UPRONA, mon frère y adhère, d'ailleurs comme la plupart d'autres intellectuels. Cela a beaucoup irrité le prince Ntidendereza. Il va aller à la chasse de tous ceux-là, les traîtres. Mon frère s'était alors retrouvé dans l'obligation de fuir.

Quelques jours après, la mauvaise nouvelle est tombée. Le Prince Louis Rwagasore avait été assassiné, et Ntidendereza était cité parmi les présumés auteurs du crime. Il a alors été traqué tel un rat, puis retrouvé caché chez le prince Ntakimazi. Il sera emmené à la prison de Gitega, pour finir pendu.

En 1970, j'atteignais la maturité. Il y avait des rumeurs disant que les intellectuels Hutu de Kirundo étaient partis à l'étranger pour faire des plans d'extermination des Tutsi.

Deux ans après, ces mêmes intellectuels étaient cités pour avoir organisé des fêtes clôturant l'élaboration des plans et des stratégies pour exterminer les Tutsi. Parmi ce groupe d'intellectuels, il y avait un homme qui avait une épouse Tutsi. Il était en désaccord avec ces fameux plans, et s'est tout de suite dirigé vers le Gouverneur, pour l'alerter sur ce qui se préparait. La réaction à cette situation a été rude. Tous ceux qui s'étaient présentés à cette fête ont été tués, les corps jetés dans la rivière. Il existait un registre contenant toute une liste de Hutu qui participaient de près ou de loin aux idéologies extrémistes. Ils ont tous été traqués et tués. Tout Hutu réputé intellectuel était exterminé, jusqu'aux élèves du secondaire. C'était horrible. Des innocents y ont laissé leur vie. Mon frère a tout de même pu sauver quelques vies en les cachant jusqu'à la fin de cette chasse à l'homme.

En 1993, c'était le tour des Tutsi, la catégorie sociale à laquelle j'appartiens. Je suis issue d'une famille soudée, qui à cette époque était épanouie. J'ai grandi me voyant entourée d'une vingtaine de serviteurs. Ils étaient tous des Hutu. Notre père ne les avait jamais méprisés. Il nous l'interdisait formellement. Mais, avec la crise, tout a basculé dans la haine.

Avec la mort du président Ndadaye, les Tutsi ont été pris pour auteurs, même les paysans cultivateurs. Je ne pouvais pas comprendre comment un paysan de la campagne aurait une part à jouer dans la mort d'un Président de la République qui se trouvait à des cen-

taines de kilomètres. Cela n'a jamais eu un sens pour moi.

Mais, du jour au lendemain, les choses s'empiraient. Je me disais, que puisque j'étais gentille avec tout le monde, je serais dans la totale protection du voisinage, mais en vain. J'ai vu tout le monde changer et devenir nos pires ennemis, cherchant à exterminer toute ma famille. Je n'aurais jamais cru que nos voisins deviendraient nos détracteurs. Je passais des nuits à errer dans la brousse avec mes enfants, en l'absence de mon mari qui entretenait déjà une autre relation.

Je me suis alors réfugiée à Gashoho, où les Tutsi s'étaient rassemblés pour trouver refuge, constituant des camps de déplacés, des fois s'affrontant avec des Hutu voulant attaquer le camp pour exterminer ses occupants. Grâce à la protection des militaires, les tueries en masse ont été évitées de justesse. Sous sa présidence, Pierre Nkurunziza gouvernait est venu nous rendre visite, pour nous expliquer qu'il faut retourner dans nos localités de provenance. Cela n'était pas facile parce qu'il y avait une peur qui persistait. Nous avons été convaincus d'y retourner, et jusqu'à présent, la cohabitation est parfaite.

Pour moi, la jeune génération mérite de connaître toute la réalité (les factuelles) de l'histoire du Burundi, et être conscientisée sur sa dimension ethnique, et les retombées des manipulations identitaires.



Céline HAVYARIMANA,

« Pourtant, je l'avais averti... »

Je suis née en 1959 à Rugari dans la province de Muyinga. Les événements de 1972 se sont produits alors que j'étais en dernière année (la sixième année primaire de l'époque) de l'école primaire à l'école de Muramba. Un bon matin, en allant à l'école, j'ai croisé des voitures militaires qui embarquaient tous nos enseignants, ligotés. Les élèves étaient effrayés et couraient dans tous les sens, pour chercher du secours. Je suis directement retournée à la maison, pour voir mon père et lui raconter l'affreuse expérience. Mon père travaillait à la paroisse de Rugari, mais il n'était pas de service ce jour-là. Je lui ai supplié de ne pas y aller le lendemain pour ne pas subir le même sort. Il m'a tranquilisé en me disant : « Personne n'oserait faire du mal à un homme de Dieu ».

Le lendemain matin, mon père m'a pris par la main, et nous avons pris le même chemin ensemble. L'école était dans le même domaine de la paroisse.

Aussitôt arrivés, à l'instant où mon père commençait à prier, un soldat est entré dans l'église, lui a pris par les bras, l'a ligoté l'emmenant manu militari dans une voiture, devant mes yeux, pleins de larmes ne sachant pas à quel saint me vouer. C'est le dernier jour que j'ai vu mon père, pourtant je l'avais averti. J'ai grandi avec une grande blessure dans mon cœur.

La période post-électorale 1993 a été un mauvais tournant dans ma commune. J'avais un

certain âge, j'étais mariée et j'étais mère. Quand il a été annoncé que le Président Ndadaye venait d'être assassiné, les habitants de la localité de l'ethnie Hutu étaient fous de rage pour venger le Président. Les Hutu se sont précipités dans les familles Tutsi, les massacrant systématiquement. Contrairement aux autres, mon mari, Hutu aussi, va prendre l'initiative d'aller ménage par ménage pour apaiser cette tension mais en vain. J'avais une amie et voisine Tutsi du nom de Capitoline, qui avait trouvé refuge chez nous, avec toute sa famille. Les voisins Hutu ont alors commencé à roder autour de chez nous, soupçonnant la présence des Tutsi dans notre maison.

Nous n'avions qu'une seule option de les aider à fuir. La chasse aux Tutsi a fait place à celle des Hutu lorsque les soldats ont décidé de venger les Tutsi massacrés. J'ai vu de mes propres yeux, cinq personnes se faire assassiner en pleine rue, dont trois jeunes qui se préparaient au mariage. De jour en jour, les choses s'empiraient dans notre commune. Notre famille a alors décidé de fuir vers la Tanzanie. Nous y avons passé 5 mois et sommes retournés au pays, lorsque le calme est revenu.

Une année après, « ku munsu w'isoko » (le jour du marché), un dimanche, des explosions de grenades ont retenti. La foule était agitée. Les gens couraient dans tous les sens. C'était le chaos total. J'ai alors dit à ma fille, qui avait 6

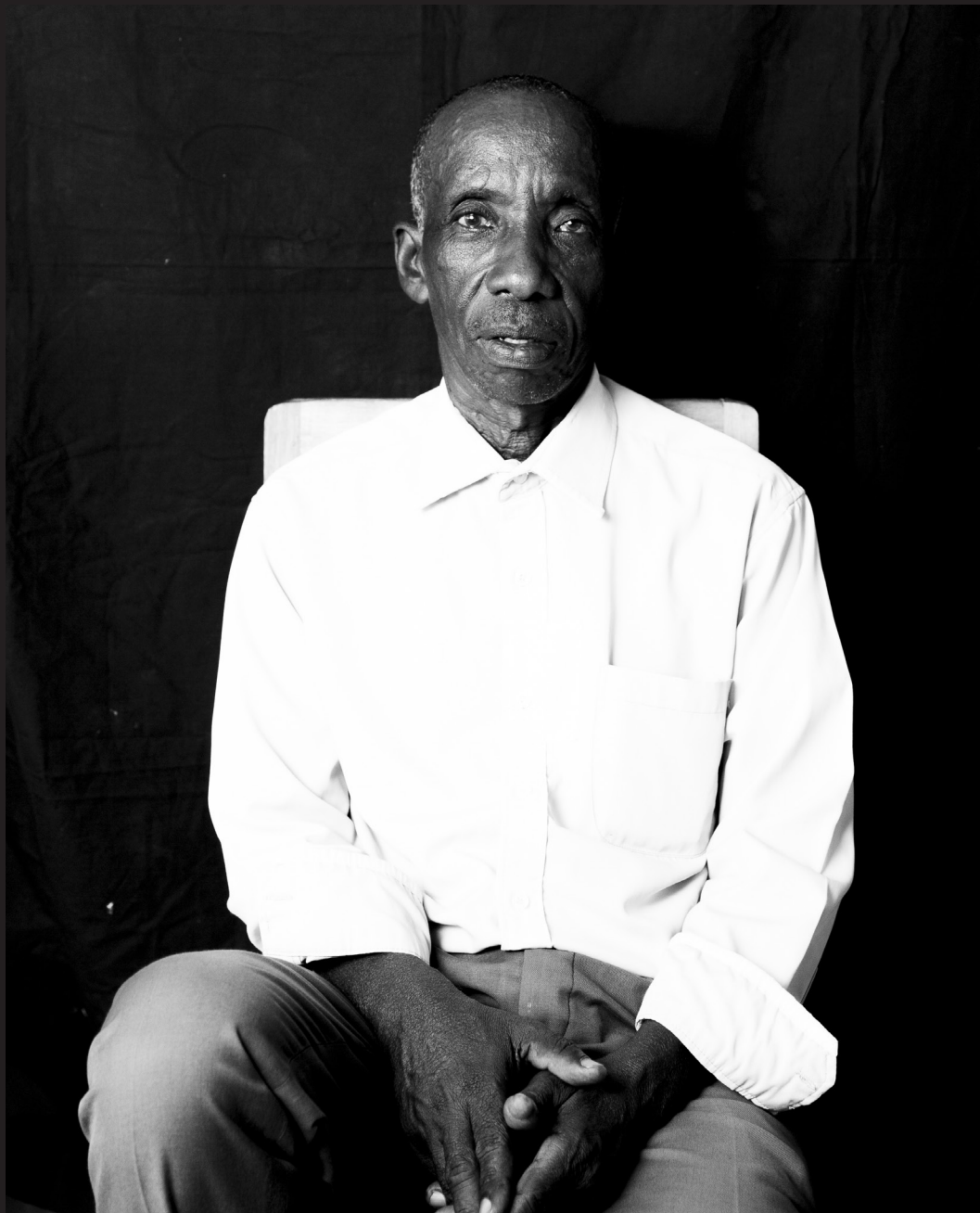
ans, de porter mon bébé et fuir vers l'église où était son père.

Ce que je ne savais pas, est que la fusillade s'opérait à l'église même. J'ai alors couru pour reprendre mes deux enfants et fuir dans l'autre sens, et, en une fraction de seconde, je fus assommée par des coups de machettes, m'infligés par de jeunes gens.

Mon bébé et moi avons été sauvagement abattus, à mort. Voulant m'achever, ils m'ont fortement frappée à coup de machettes que je me protégeais avec les bras. Laisée pour morts, avec d'autres blessés, nous avons été acheminés vers l'hôpital. La journée suivante, un ami de notre famille est venu nous avertir qu'un plan pour tuer mon mari était en cours, et il a fui vers la Tanzanie. Cette nuit même, la chambre de l'hôpital dans laquelle nous étions, a subi une attaque à la grenade.

Par chance, j'avais déjà été évacuée de l'hôpital, après que mon bébé ait succombé aux blessures. J'ai par après décidé de rejoindre mon mari en exil en Tanzanie. Mais quelques mois après, je lui ai convaincu de retourner au pays. Il a accepté, à contrecœur, et on s'est réinstallé au pays jusqu'aujourd'hui.

Pour moi, les blessures du passé restent encreées dans les cœurs des victimes. J'ai espoir qu'avec la paix et un dialogue constructif, les cœurs meurtris trouveront un chemin vers la guérison.



Gabriel NTAHOBARI,

« Je croisais ... ceux qui avaient pillé mes biens
(...) l'administrateur m'a suggéré d'éviter des
scandales »

J'étais encore très jeune élève du 5ème primaire quand la crise de 1972 a éclaté. Alors que les voisins fuyaient les massacres, mon père nous tranquillisait pour garder notre sang froid, et aller à l'école, comme à l'accoutumée. Je ne comprenais pas sa réaction, vu que tous ceux qui étaient en train d'être lynchés étaient des Hutu qui avaient fréquenté ces fameuses écoles. Même des élèves, jusqu'à ceux de la 8ème année n'étaient pas épargnés. Ma décision indiscutable de couper court avec l'école m'est venue lorsque j'ai assisté à l'embarcation de mon professeur de la 5ème année, ligoté de derrière. Quelques années plus tard, en 1991, avec l'émergence du mouvement PALIPEHUTU, ma famille a décidé de fuir vers le Congo, car les militaires tuaient tout ce qui bougeait, étiquetés d'être membre du PALIPEHUTU. Un peu plus tard, vers les élections de 1993, nous sommes retournés au pays, mais pas pour longtemps, car après l'assassinat du président élu Melchior Ndadaye, nous n'avions d'autre choix que de retourner en exil, pour encore revenir en 1999.

Je vivais avec une lourde peine dans mon cœur. Je croisais en chemin ceux qui avaient pillé mes biens, mais je ne pouvais rien faire. Je me suis plaint chez l'administrateur, mais il m'a suggéré d'éviter des scandales. Lorsque j'ai réintégré ma communauté, j'ai entamé un processus de réconciliation, aidant dans le dialogue collinaire. C'est grâce à cette approche que quelqu'un s'est manifesté pour me demander pardon, car il m'avait volé une chèvre et en guise de réparation, il m'a rendu une autre de son troupeau.

Depuis ce jour, c'est ce genre de sincérité et de grandeur que je prêche jour et nuit, pour accéder à une réconciliation véritable. Aujourd'hui, je totalise 22 ans en tant que chef collinaire de Manege, et mon conseil à la jeunesse, est de choisir l'essentiel et l'important pour leur propre avenir, et celui de leur pays, le Burundi.



Madeleine Sindaruhuka

Madeleine SINDARUHUKA,

« J'ai certes pardonné ceux qui m'ont privé de mon enfance, mais une grande partie de ma vie a été un désastre »

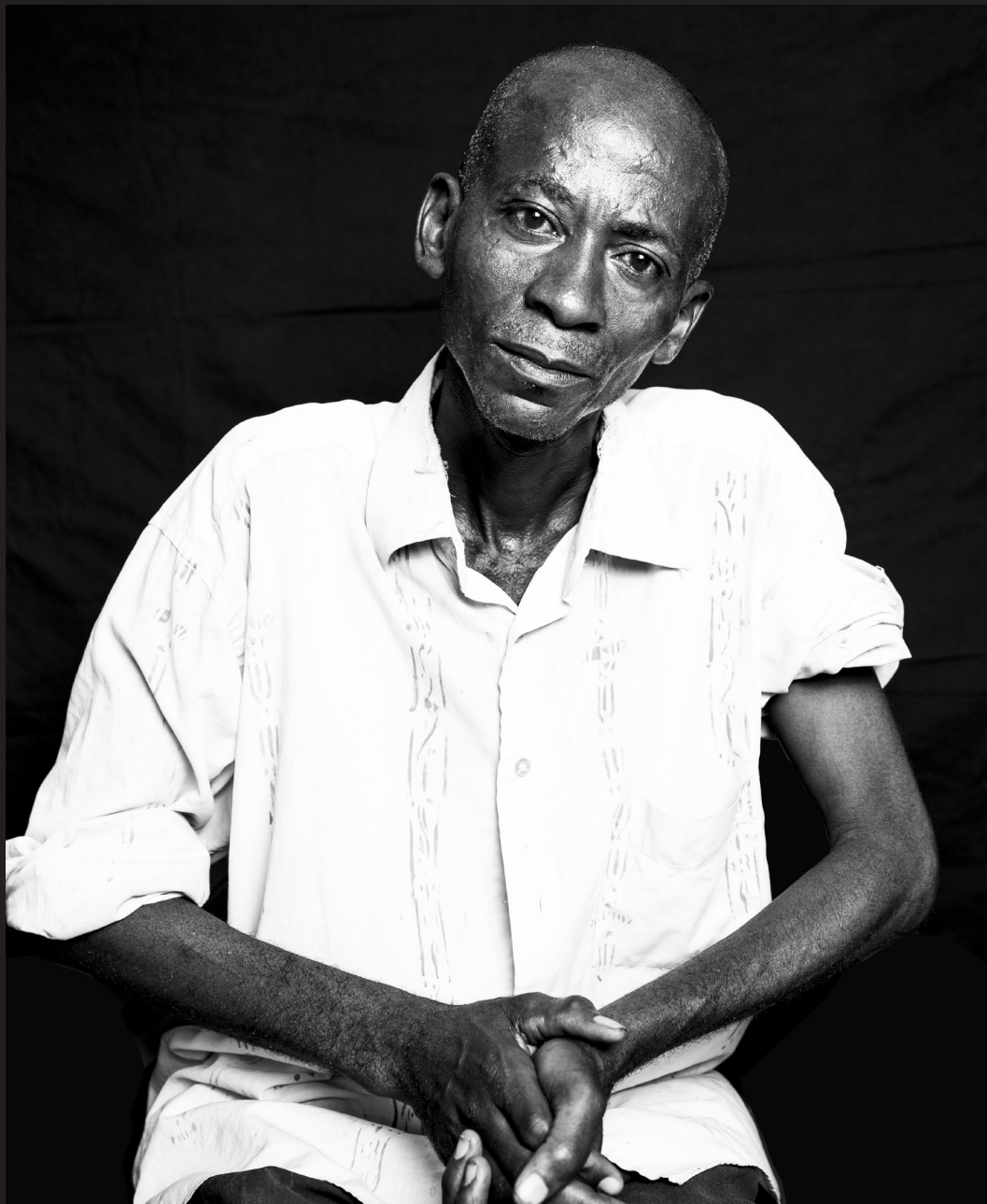
Je suis enseignante à la retraite, originaire de Buhiga, dans la province de Karusi. Mais, je vis actuellement à Musinga. J'ai vécu une enfance jonchée de peines et d'amertume. J'ai certes pardonné ceux qui m'ont privé de mon enfance, mais une grande partie de ma vie a été un désastre.

La crise de 1972 a éclaté alors que j'étais encore au secondaire, loin de chez moi, à Kirundo. Je m'étais convenue avec mon frère aîné, percepteur d'impôts, qu'il viendrait me chercher au lycée, pour les vacances. Mais la crise n'a pas attendu la fin du trimestre. Nous avons été renvoyés chez nous. Je ne comprenais rien de ce qui se passait. Arrivée à la maison, j'ai cherché mon frère aîné, mon meilleur ami. Il n'y était pas. Il n'était plus de ce monde. C'était comme si le ciel me tombait dessus. J'étais très triste, pleine d'amertume. Ce qui nous enfonçait le plus (avec ma famille), nous n'avions pas le droit de le pleurer et de faire notre deuil. Il était interdit de pleurer les traitres, nous disait-on.

Le carnage ne s'est pas limité à mon frère. Beaucoup d'autres intellectuels ont été massacrés dans notre localité. Nous vivions en face du bureau de la zone. C'est là qu'ils étaient exécutés. On entendait la nuit des hurlements, des gens qui criaient.

Après mes études, je suis devenu enseignante. Un beau jour, on m'a convoqué au bureau communal. J'avais tellement peur que lorsque j'y suis arrivée, je n'ai fait que pleurer, puis les autorités administratives m'ont laissé partir. En 1993, j'étais mariée, un groupe de gens, nous ont attaqués à notre domicile, mais nous avons échappé de justesse à la mort. Nous sommes allés ensuite s'exiler en Tanzanie, pour revenir au pays en 1994.

Pour moi, ce n'est pas l'ethnie qui devrait être entachée, mais les régimes divisionnaires. J'invite la jeunesse de faire de bons choix, qui ne les conduiraient pas au regret dans leur avenir.



Aloys BARUTWANAYO,

« Nous sommes partis ensemble (...) ceux-ci ont sauvagement décapité Rose, la seule (...) du groupe, devant mes yeux, impuissants »

Je suis de Mwumba, province Ngozi. J'y suis né en 1973 et nous avons déménagé en 1985 à Cibitoke. A l'irruption de la guerre civile, au lendemain de la mort du Président Melchior Ndadaye, j'avais 20 ans. A Ruhwa (Cibitoke) où j'habitais, tout était à feu et à sang. Hommes, femmes, vaches, étaient décapités à coup de machettes. Les vaches agonisaient comme des humains. Ma famille a alors décidé de fuir au Rwanda. Hutu, nous avons une voisine, Rose, de l'ethnie Tutsi, qui a insisté qu'on ne la laisse pas seule. Nous sommes partis ensemble. Arrivés au Rwanda, nous sommes tombés sur les Interahamwe, et ceux-ci ont sauvagement décapité Rose, la seule Tutsi du groupe, devant mes yeux, impuissant.

Après quelques semaines en exil, nous avons décidé de retourner au Burundi. La tranquillité revenait petit à petit, mais il n'y avait pas vraiment de paix. Des tueries ont persisté, de moins en moins des massacres massifs. C'est en 1995 que le carnage referra surface. Des affrontements avaient éclaté entre d'un côté, les mouvements de rebelles FDD et FNL qui s'étaient formés, et

de l'autre, l'armée nationale. Plusieurs soldats de l'armée régulière y ont laissé leur vie. Beaucoup de soldats de l'armée régulière y sont péri. Celle-ci, furieuse, elle tirait sur tout passant, et beaucoup d'innocents y ont laissé la vie, y compris mon père.

Ainé de la famille, j'ai pris des responsabilités pour aider ma mère qui devrait nourrir 10 bouches en plus d'autres besoins qu'elle devrait pourvoir.

En 1997, je me suis introduit dans le commerce, m'adaptant tant bien que mal. Un jour, alors que je me rendais au marché pour m'approvisionner en marchandises, j'ai croisé un groupe d'hommes qui m'ont tout pris, mes marchandises et une somme d'argent avoisinant 500.000 fbu, après m'avoir poignardé et laissé pour mort.

Je suis parvenu à sortir d'une fosse dans laquelle j'avais été précipité pour chercher de l'aide. Ma tante a essayé de me soigner chez elle, car je n'étais pas en mesure de me faire hospitaliser. Les Hutu n'étaient pas les bienvenus aux hôpitaux. Mes nombreuses plaies ont alors été recousues aux fils des vêtements.

Cinq mois après, alors que je me remettais sur pieds, un de mes clients fidèles qui voulait ardemment me voir, m'avait demandé de le rencontrer au marché. Par malheur, j'y ai rencontré ceux qui avaient voulu m'ôter la vie. Saisi de peur, j'ai pris le large, pour ne jamais retourner au marché, laissant tout ce que j'y possédais. J'avais une grande haine envers ceux qui m'avaient fait tout ce mal. Il m'arrivait de m'enivrer et d'avoir une envie forte de me venger, mais je ne le pouvais pas.

Après la guerre civile qui a tant duré, différents acteurs ont initié des actions de réconciliation. J'en ai bénéficié et j'ai tellement souhaité faire la paix avec mes détracteurs pour tenter une réconciliation, mais personne n'a voulu se présenter.

A la fin, quand j'observe tout ce qui s'est passé, j'ai l'impression que c'est comme une page noire de l'histoire du pays qu'il faut à tout prix épargner aux nouvelles générations. Cependant, il est primordial que la jeune génération connaisse cette histoire, dans toute sa vérité factuelle, pour qu'elle sache jusqu'où le mal peut mener.



Modeste MUKANDUTIYE,

« (...) la communauté des Batwa était très méprisée par les autres catégories sociales »

Les Twa étaient très méprisés par les autres catégories sociales. Du haut de mes 82 ans, je suis parmi les aînés de ma localité de naissance, Vumbi une des communes de la province Kirundo. Je suis de la catégorie sociale des Batwa. Depuis l'époque coloniale, la communauté des Batwa était très méprisée par les autres catégories sociales. A l'époque, on n'osait pas mettre nos pieds chez les familles Hutu pour un quelconque service, encore moins chez les Tutsi. Nous étions très méprisés, très stigmatisés. Durant la crise de 1972, ma famille s'est réfugiée à Marangara, jugée moins hostile. Là, le plus grand défi n'était ni les fusillades ni les machettes, mais la famine. Nous n'avions rien à mettre sous la dent. J'ai même perdu mon bébé, une petite fille de quelques mois, suite à une maladie liée aux mauvaises conditions de vie.

Notre communauté faite uniquement de Twa a décidé de quitter Marangara pour Butihinda, mais la communauté des Tutsi nous a traqués. Deux personnes parmi nous, ont été tuées ce jour-là. Nous étions fatigués, tellement fatigués d'errer de localité en localité pour chercher une habitation paisible. Nous nous sommes installés à Vumbi. Un bienfaiteur Tutsi nous a abrité, et a plaidé pour notre sécurité auprès de la commune. Nous étions autour de trois cents personnes à camper dans des

tentes au chef-lieu de la commune Vumbi. Avec la crise de 72, les autres membres de notre communauté qui n'avaient pas fui ont été systématiquement tués. Dans ma famille proche, nous avons perdu autour de dix personnes.

Bien que les crises se soient succédées au Burundi, pour notre communauté Twa, l'époque coloniale a été pire avec un degré fort de discrimination et stigmatisation. Cependant, la crise de 1972 a enfoncé le couteau dans la plaie avec les tueries envers notre communauté.

Avec la signature par les Accords d'Arusha, nous avons eu un soulagement, car le Burundi a connu un tournant historique reconnaissant la place des Batwa dans la gestion politique et administrative du pays. Nous avons aujourd'hui notre mot à dire. Nous ne sommes plus stigmatisés comme à l'époque. Et cela est important pour notre communauté.

Nous avons fait du chemin mais tout n'est pas rose. Je plaide pour l'implication effective des Twa dans les politiques de développement social et économique du pays. Ceci pourrait contribuer au rétablissement du tissu social.





Stany NIYONGABO,

« Ils étaient exécutés aux bureaux de la zone »

Je suis de la colline Ruremba, en commune Mabanda de la province Makamba. J'ai 68 ans. J'étais en sixième année primaire quand la crise de 1972 a éclaté. J'ai arrêté complètement l'école. Les massacres ont commencé à Rumonge. Beaucoup de Tutsi y ont été tués par des personnes identifiées comme des mulelistes (les Mulele étaient dits être des rebelles venus de la RDC). Ils ont brûlé des maisons. Après une semaine, l'armée a repris le contrôle. C'est là qu'on a assisté à des vagues d'arrestations des Hutu pour la plupart instruits. Ils étaient exécutés aux bureaux de la zone. Certains ont profité de ce chaos pour faire des règlements de compte avec leurs voisins Hutu leur prenant ainsi leurs biens.

En 1993, la violence interethnique a atteint son point culminant. A l'annonce de la mort du Président Melchior Ndadaye, les Hutu ont pris des machettes pour tuer leurs voisins Tutsi. Ma femme avait accouché à l'hôpital de Makamba. J'allais donc la voir quand la mauvaise nouvelle du coup d'Etat est tombée. Ma femme était presque seule. Tout le monde avait déserté l'hôpital. Toutes les boutiques au centre de Makamba étaient fermées. Les Hutu regardaient d'un

mauvais œil tout Tutsi qui passait. J'ai même manqué où acheter la nourriture pour ma femme. On m'a même pris mon vélo en m'accusant d'être aussi un putschiste.

Même si ma femme était encore faible, nous avons décidé de regagner notre domicile. En cours de route, on nous lançait des pierres mais personne n'a été blessée. Nous nous sommes cachés chez nous à la maison pendant plusieurs semaines. Nous ne pouvions pas sortir, de peur d'être tués. Pour avoir à manger, j'ai dû abattre les chèvres que j'avais. Là aussi, c'est un voisin Hutu qui est venu m'aider car je ne savais pas comment le faire. Je lui en serai toujours reconnaissant. Il prenait d'énormes risques en faisant des courses pour ma famille. Sans lui, nous n'aurions pas pu trouver de sel et autres choses dont on avait besoin pendant cette dure période.

En comparaison à ce qui se passait sur d'autres collines voisines, la nôtre est restée plutôt calme. La cohabitation a continué malgré une certaine méfiance. Je conseillerais aux jeunes qu'ils apprennent du passé pour éviter de reproduire les mêmes erreurs.



Adèle NDARIBUZE,

« (...) Le bébé que tu portes sur ton dos est un futur assaillant »

Je gravite la quarantaine, je suis née à Kaburantwa dans la province de Cibitoke. En 1993, j'ai vu et vécu des cauchemars. J'étais encore jeune, mais j'étais déjà mariée. Lorsque la crise a débuté, j'étais seule, avec mes trois enfants. Mon mari était au service, il travaillait à la frontière Burundo-congolaise à Ruhwa était de service. Au lendemain de l'assassinat du Président Melchior Ndadaye, le 21 octobre 1993, c'était la panique totale à Kaburantwa, des tueries ici et là. J'avais tellement peur de dormir seule dans ma maison, que j'ai choisi d'aller me cacher dans la brousse. Le lendemain matin, quand je suis retournée chez moi, c'était un désert humain, tout le monde avait fui. Je me suis alors tournée chez une voisine qui était encore là. Nous avons brièvement échangé et avons décidé de fuir, prenant le large vers les montagnes voisines de la RDC, en passant par la Rusizi. Chemin faisant, nous avons croisé des hommes, des Tutsi, qui nous ont arrêtés, et nous ont longuement questionnés, nous demandant pourquoi nous fuyions. Tout innocemment, je leur ai dit que nous suivions juste le mouvement des autres, que tout le village était parti. Ils ne nous ont pas crus. Ils m'ont même menacé, disant : « le bébé que tu portes sur ton dos est un futur assaillant ». Ils nous ont alors ordonné de retourner au village. Nous nous sommes dirigés vers Ndava pour y séjourner 3 jours. Mais là aussi, des tueries y faisaient rage. Les soldats venaient venger des tueries perpétrées contre des Tutsi dans les villages.

Nous avons alors tenté de reprendre la route qui mène vers le Congo, et cette fois-ci avec succès. Nous y sommes parvenus. Au Congo, j'ai beaucoup souffert. Mes enfants sont tous tombés malade, en même temps. L'un souffrait d'anémie et fut hospitalisé. J'y ai laissé toutes mes économies. L'autre avait contracté une étrange maladie buccale. Un guérisseur traditionnel congolais qui pouvait le soigner, avait exigé la présence de son père. J'ignorais même si ce dernier était encore en vie. Par miracle, je suis tombé sur un beau-frère, qui a pris la place de mon mari, et l'enfant fut soigné et guéri.

En exil pendant 5 ans, sans aucune nouvelle de mon mari, j'ai mené une vie pénible. Fatiguée par la guerre et les tueries qui faisaient rage au Congo, j'ai décidé de rentrer au pays, avec mes deux enfants.

Le Très Haut m'a redonné le bonheur. J'ai retrouvé mon mari, encore en vie. Tous nos biens avaient été pillés. Nous avons tant bien que mal, tenu dans une nouvelle vie, jusqu'aujourd'hui.

Pour moi, l'après Accord d'Arusha a été une période qui, dans ma localité, constitue historiquement la tranquillité que le pays avait manqué depuis des années.

Les conflits déshumanisent. Ce lègue de violence ne devrait pas continuer à être transmis aux jeunes générations.



Matilde MPAWENAYO

Matilde MPAWENAYO,

« A l'intérieur de cette voiture, il y avait deux hommes attachés, ligotés (...) emmenés comme à l'abattoir »

Je suis native de Buganda, en province Cibitoke. En 1972, au début de la crise, je n'avais que 18 ans. Je n'avais jamais vu de guerre auparavant, ni de tueries. Cette crise n'avait rien d'une guerre. Tout se passait dans le silence. Il s'agissait d'enlèvements ciblés, de gens d'une seule ethnie, les Hutu, et surtout ceux qui avaient fait l'école. Mon grand frère a subi le même sort. Nous n'avons même pas pu l'enterrer dignement. Mais mon incident le plus tragique, c'est lorsque je voyageais vers Bujumbura pour un séjour dans une famille. J'ai fait l'auto stop, et une voiture de militaires m'a pris volontiers. A l'intérieur de cette voiture, il y avait deux hommes attachés, ligotés; des personnes emmenées comme à l'abattoir. Je me rappelle qu'ils étaient beaux, très beaux. L'un était très robuste, l'autre élancé. Le sort des deux beaux hommes était déjà tracé. Le premier, le costaud a été abattu à Kaburantwa à Cibitoke, tandis que l'autre a été transporté jusqu'à Bujumbura pour y être lynché.

Une fois arrivée à Bujumbura, j'ai assisté au même scénario qu'à Buganda. Les Hutu, intellectuels étaient systématiquement enlevés. En 1993, j'étais adulte, j'étais mariée à Buganda. Après les élections

présidentielles, l'impensable s'était installé dans notre localité. Les mouvements rebelles, les FDD et FNL s'étaient déjà formés. Des fusillades, des tueries par machettes commencèrent, je n'avais jamais vu de telles atrocités. J'ai vu mes frères se faire assassiner, mes beaux-frères, et plusieurs membres de ma famille. Je ne faisais que pleurer le long de mes journées. Ma famille a dû quitter Buganda pour se replier vers le chef-lieu de la province de Cibitoke. Même quand le calme semblait revenir, nous recevions chaque jour des mauvaises nouvelles de notre localité, des gens que je connaissais qui étaient assassinés. J'ai vécu le traumatisme de ma vie.

C'est vers les années 2000, avec les Accords d'Arusha que j'ai retrouvé mon espoir d'un lendemain plus ou moins rassurant, avec l'arrêt de la guerre entre l'armée nationale et les mouvements rebelles.

Pour moi, la jeunesse qui n'a pas assisté à cette mauvaise histoire du pays est d'une part chanceuse, mais devrait être sensibilisée sur les conséquences de la guerre, et les dérives qui découlent de la haine et de la conspiration des politiciens.



Julien SIMWANSE,

« Le quatrième jour après notre arrestation, ils ont commencé à exécuter le reste du groupe »

Je suis né en 1942, sur la colline Nyarushanga, en commune Mugongomanga dans la province de Bujumbura. Je suis un des rescapés des massacres de 1972. C'est moi qui ai localisé, pour la Commission Vérité et Réconciliation (CVR), la fosse commune où étaient enterrées les personnes tuées sur ma colline. Si je n'avais pas été sauvé, j'aurais été parmi les restes des ossements que la CVR a excavé du charnier.

Au début de la crise, j'étais en train de travailler sur le chantier de ce qu'allait être la maternité de l'hôpital de Jenda. Une supposée urgence m'a interrompu. Malgré le refus du chef de chantier, les gendarmes sont venus me dire que j'étais sollicité par un oncle de Ruziba et qu'il m'attendait au bureau communal.

Or, je n'avais aucune parenté à Ruziba. Je me suis tout de même exécuté, et je les ai suivis. En cours de route, j'ai été rejoint par mon père et mon oncle. Cependant, des rumeurs faisant état de la disparition des personnes circulaient déjà depuis une semaine. Je me

disais que nos jours étaient comptés et je pensais déjà comment mes deux enfants allaient survivre après ma mort. Une question qui demeurerait sans réponse. Par chance, quelqu'un de haut placé, un ami Tutsi de ma famille, a été averti de notre arrestation, et a usé de son influence pour nous tirer de l'échafaud. Moi, mon père et mon oncle avons été séparés des autres détenus. Le quatrième jour après notre arrestation, ils ont commencé à exécuter le reste du groupe.

Je n'ai pas peur de le mentionner. Les responsables de la crise de 1972 sont les autorités qui étaient à la tête du pays. Ils auraient pu empêcher les massacres. Tout ce qu'ils ont su faire, c'est de nous envoyer un avion qui nous balançait des tracts sur lesquels étaient mentionnés des messages de paix.

Pour finir, dans les tragédies qu'a connues le Burundi, les jeunes ont été manipulés pour exécuter la sale besogne. Mon message pour les jeunes, est que tuer est une malédiction qui conduit à une fin ignominieuse.



Régine Bucumi

Régine BUCUMI,

« En 1972, n'eût été cet avion, nous serions tous exterminés »

J'ai environ 80 ans mais en vérité, je ne connais pas exactement mon âge. Je suis originaire de la colline Rabi-ro, commune Vugizo de la province Makamba.

J'ai eu 8 enfants mais il ne m'en reste que 4. Quoi que j'en ai perdu la moitié, les guerres qui ont secoué le pays n'y sont pour rien. Des crises à Makamba, surtout à Vugizo, j'en ai vu et vécu. A l'époque coloniale, je n'en ai pas vu assez car j'étais encore enfant. Je me rappelle seulement que les missionnaires blancs enseignaient surtout les protestants dans les coins un peu reculés dans des grottes, car ils avaient été contestés, jugés extrémistes.

En 1972, j'étais déjà adulte et mariée. J'ai tout vu, tout vécu. A la veille de la crise, nous avons assisté à un mouvement étrange d'achat et d'approvisionnement en machettes par certains de nos voisins. On ne se questionnait pas beaucoup sur l'objectif de ces réserves. On n'osait pas s'imaginer ce qui allait se passer. Des réunions nocturnes s'organisaient.

Un certain samedi, nous avons été alertés par des hommes étranges, portant des tenues faites d'herbes. Nous étions envahis de terreur. Ils étaient appelés (les) Mulele. Comme à l'accoutumée, le lendemain, on devait aller à l'église. C'était un dimanche.

De notre église, qui était érigée sur une altitude un peu élevée, on pouvait facilement voir le panorama des Mirwa à Nyanza. Nous avons aperçu un long fil de personnes qui fuyaient. Par après, nous apprenions qu'ils fuyaient des tueries qui s'y opéraient.

Effectivement, la veille, des massacres avaient été exécutés par les Mulele contre les Tutsi. Nous avons alors quitté l'église dans une peur bleue, pour aller nous cacher chez nous.

Le sort des Tutsi de Nyanza n'a pas tardé de nous parvenir. Le lundi matin, les assaillants Mulele et les Hutu révoltés étaient déjà sur notre colline. Alors que j'allais chercher un peu de patates douces dans les champs pour nourrir mes enfants qui avaient passé toute la nuit le ventre vide, j'ai vu de loin un homme qui courait avec une machette à la main. Les massacres avaient déjà commencé. Je me suis cachée, puis je suis retournée à la maison, près de ma famille. On a décidé de fuir pour aller où se réfugier les autres, dans l'espoir de trouver de l'aide. Un de mes beaux-frères a eu un réflexe de retourner à la maison, disant qu'il avait oublié de l'argent dans ses vêtements. Il a croisé ces malfaiteurs qui étaient, en fait, à notre recherche. Il l'ont littéralement découpé en morceaux.

Nous avons pris refuge dans une grotte. Le soir, nous avons entendu des cris, puis des chants

louant les Mulele. Nous étions désespérés. La mort nous guettait. Au petit matin, voyant qu'il n'y avait aucune issue pour survivre, j'ai décidé de retourner à la maison y attendre notre sort. Les assaillants ont effectivement débarqué. J'avais caché mes enfants sous le lit, et je suis restée devant la porte. Ils ont voulu entrer et détruire la maison mais leur chef leur en a empêché. Ils avaient tout de même un code d'épargner les femmes et les vieillards, ce qui fait que je sois encore vivante.

Les massacres faisaient rages, et les Tutsi étaient systématiquement exterminés. Le mercredi, un avion militaire est intervenu, commençant par Mabanda. Après cet avion, les tueries ont cessé parce que les assaillants y ont beaucoup péri, et d'autres ont fui vers la Tanzanie. Si cette crise avait perduré encore un peu, nous aurions tous été exterminés. Ils revenaient souvent pour commettre des forfaits et piller dans les ménages. Avec l'aide du Président Nyerere de la Tanzanie, des camps de réfugiés ont été érigés très loin de la frontière burundo-tanzanienne, et les hostilités ont enfin pu cesser.

En somme, la crise a créé un chaos total pendant une longue période, et nous avons perdu les nôtres. Je n'aimerais pas que cela se reproduise.





Lucie Nkurikiye

Lucie NKURIKIYE,

« (...) par mon expérience,
(...) la guerre n'a aucun avantage »

Je suis veuve et mère de 9 enfants. J'ai soixante-douze ans, et je suis originaire de Buganda en province de Cibitoke. J'ai vécu la période coloniale. Je me souviens, comme si c'était hier, des initiatives du leadership de Rwagasore, pour mener le Burundi vers l'indépendance. Il était un bon visionnaire. Il a affronté vaillamment les belges, pour l'honneur et la fierté du pays. Malheureusement, cette fierté n'a pas duré longtemps. Le Prince a été assassiné, puis son frère Ntare V, et la vaillance des burundais a migré vers la cruauté.

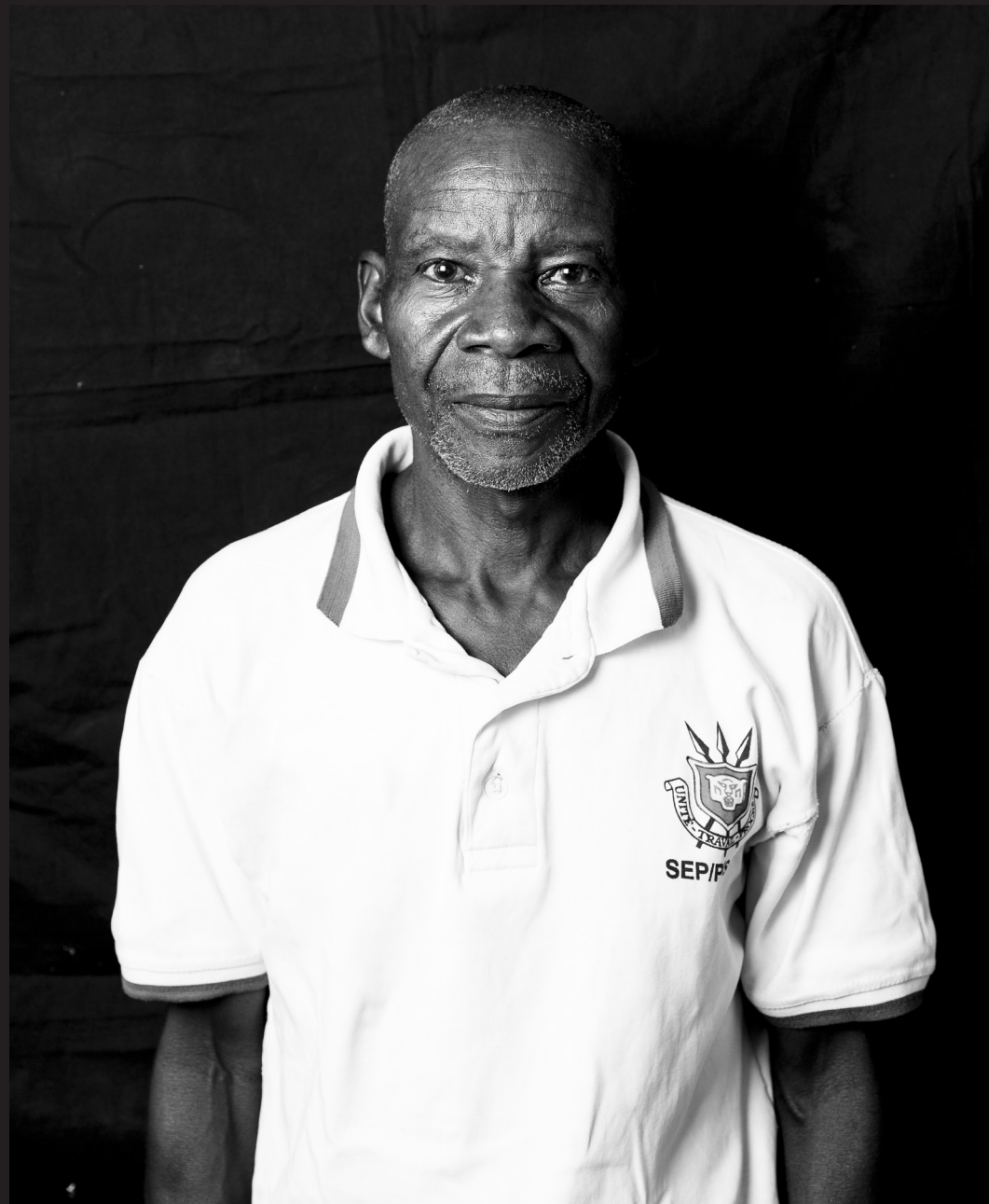
Lors de la crise de 72, j'avais déjà eu 4 enfants. Nous n'avons pas perçu de signes annonciateurs d'une crise aussi fatidique. Du moins, je n'en voyais pas. Je n'ai rien vu venir. J'étais troublée et contrariée de voir les familles endeuillées subitement.

Sous le régime de Bagaza, la tranquillité a semblé regagner place, mais les biens de ceux qui étaient appelés des traîtres de la nation avaient été pillés, et la haine se lisait sur les visages. Aux temps de Buyoya, avec la crise de 1991 lorsque les mouvements de rebelles commençaient à attaquer les positions militaires, nous avons dû fuir vers le Congo. C'était au mois de Décembre. Mon mari et mon beau-

frère ont été tués en cours de route, par les soldats. La vie en exil était tellement difficile que j'ai décidé de retourner à Buganda, avec mes enfants.

En 1993, l'assassinat du Président Melchior Ndadaye et les tueries qui ont suivi ne nous ont pas donné d'autre choix que de retourner au Congo. Mais durant cette période même, le Congo voisin connaissait une guerre civile sans précédent. Nous nous sommes retrouvés entre deux fossés. Nous n'avions aucune issue. Nous n'avions qu'à rentrer pour mourir au pays. On se disait qu'au moins, chez soi, on serait dignement enterrés, sur notre sol natal. Plusieurs personnes ont péri dans la rivière Rusizi, d'autres fusillés, y compris mon frère, Bukuru, avec qui j'entretenais de bonnes relations. Le jumeau a été assassiné avec 6 autres personnes.

Je tiens à souligner, par mon expérience, que la guerre n'a aucun avantage, et j'invite la jeunesse à s'insurger en faux contre ceux qui les induiraient dans des divisions ethniques.



Siméon MVUTSEMURWANKO,

« (...) ce que le pays a enduré et constitue son histoire, qui doit être enseignée et transmise »

Je suis natif de la commune Bukinanyana, en province Cibitoke. En 1972, je jouissais déjà de ma jeunesse. Je me rappelle bien du début des hostilités, la pleine crise. C'était le jour du marché (umunsi w'isoko), et la foule battait son plein. Tout d'un coup, quelqu'un a amené un homme blessé par coup de machettes, le sang coulait de partout. Cet homme a alors ordonné toute la foule de vider les lieux et de rentrer. Ce jour-là, trois personnes avaient été tuées. Ce qui s'est ensuite passé était horrible. Les gens étaient emmenés comme des chèvres conduits à l'abattoir par des soldats. Des intellectuels étaient traqués, même les élèves du secondaire. Bien que je n'ai pas fait long feu à l'école pour être parmi les cibles principales de cette chasse à l'homme instruit, j'avais peur. C'était une peur mêlée à la colère. Chaque Hutu était interpellé. Ils nous vidaient des gens d'un grand potentiel dans (et pour) nos familles.

Cibitoke, comme dans d'autres localités du pays, a encore connu la guerre, les années 90. J'ai assisté aux incidents causés par le mou-

vement PALIPEHUTU s'annonçant sauveur du peuple Hutu. Ils ont attaqué les camps militaires, et des confrontations ont éclaté. Plusieurs habitants de Cibitoke ont choisi de s'exiler en RDC, d'autres, surtout les jeunes hommes et les hommes d'un certain âge, ont rejoint les mouvements rebelles qui se multipliaient. C'était une période très difficile.

Le temps est passé, les efforts ont été investis, les choses ont changé et la paix et la tranquillité sont revenues dans notre chère province Cibitoke.

Toute cette histoire raconte un peu ce que le pays a enduré, et doit être enseignée et transmise de générations en générations pour éviter que les jeunes générations, subissent le même sort. Je ne cache rien à mes propres enfants de ce qui s'est passé au Burundi.



Léonie MUGABEKAZI,

« Nous étions accusés d'avoir tué le président ! »

Je vis à Makamba, mais, je suis originaire de Rutovu en province de Bururi.

Depuis 1965, notre famille a quitté la colline Muhweza (Rutovu) pour s'installer sur la colline Kabizi, commune Kayogoro de la province Makamba. Les événements de 1972 n'ont pas trop affecté notre colline. Plutôt, beaucoup sont venus s'y réfugier.

Cependant, en 1973, suite à des incursions des rebelles à Rutana, dans la commune de Gihofi, l'armée est venue faire le ratissage de notre colline, jusque-là calme. Comme il y avait des Hutu qui avaient fui la crise de 1972, on les accusait d'être de connivence avec les rebelles. Avant cette opération militaire, un administratif à la base, a vendu la mèche et a prévenu les habitants de la colline. Lorsque ces militaires sont arrivés, ils n'ont trouvé personne. Les Hutu qui avaient échappé aux tueries de 1972, avaient déjà pris le large. Frustrés, les militaires ont incendié les maisons vides pour que leurs propriétaires ne reviennent plus. Mon père a caché des gens durant cette période. Lorsqu'ils sont venus chez nous, ils n'ont pris que des vaches, les nôtres et celles de nos voisins que nous avions gardés pour eux. Nous n'avons réussi qu'à sauver quelques-unes.

L'administratif qui nous avait alertés et nos voisins en a payé de sa vie. Ils l'ont exécuté l'accusant de les avoir trahis.

La crise de 1993 est arrivée à la suite de l'assassinat du Président Melchior Ndadaye. Les coupables ont commis l'irréparable. Mais pauvres de nous ! Nous n'y étions pour rien mais nous étions accusés d'avoir tué le président. Nous ne pouvions pas aller au marché, ni aller puiser de l'eau. Malgré cette méfiance, notre colline a tenu bon. Elle a quand même résisté aux massacres. Les gens ont mis à l'abri leurs enfants. Ils craignaient toujours le pire. Mes frères ont déplacé leurs enfants vers Rutana de peur d'être massacrés par les voisins Hutu, tandis que d'autres familles Hutu les emmenaient en Tanzanie ou dans la brousse de la Malagarazi, de crainte de représailles de l'armée. Cette situation a perduré jusqu'en 1994, période au cours de laquelle les Hutu et les Tutsi, de commun accord, ont décidé de rapatrier leurs enfants. Ces derniers vivaient dans de mauvaises conditions, tiraillés entre la faim et les moustiques.

La responsabilisation globale d'un crime a été souvent la cause des crimes de masse et personne n'y gagne. Nous devrions apprendre de notre histoire pour ne plus la revivre.



Lazare Sagara

Lazare SAGARA,

« Nous devions choisir notre camp (...), nous étions des alliés de circonstance ... : pro Tutsi ou pro Hutu »

Je suis originaire de la Colline Nyarushango, commune Mugongomanga dans la province de Bujumbura. Je suis père de 11 enfants.

Ma communauté a toujours été marginalisée et méprisée depuis fort longtemps. Nous étions des parias à cause des coutumes. Un homme de la communauté des Batwa ne pouvait pas demander la main d'une jeune fille de la communauté Tutsi ou Hutu. Ces deux communautés le considéraient comme un affront. On nous traitait de mangeurs de moutons, car à l'époque c'était un interdit.

Avec le conflit de 1993, nous faisons face à un dilemme cornélien. Nous devions choisir notre camp à nos risques et périls. Ainsi, nous étions des alliés de circonstance de l'un ou l'autre camp : pro Tutsi quand les Tutsi étaient en supériorité numérique et pro Hutu dans le cas contraire.

Pendant la crise, j'ai failli y laisser ma vie. A vrai dire, j'ai échappé à la mort deux fois. Au premier coup, j'ai échappé à une expédition vindicative d'un Tutsi de Mutambu dont la femme avait été tué par les

Hutu tout au début des massacres de 1993. Rien que d'y penser, j'en ai des frissons. N'eut été l'intervention de ceux qui m'ont reconnu, il m'avait pris pour un Hutu, et il allait me couper à la machette. Je dois mon salut à mon patron qui s'est interposé entre moi et mon agresseur.

Une autre fois, j'ai échappé à la mort à Musaga. Ce jour, je venais du centre-ville de Bujumbura et je me dirigeais vers Musaga pour prendre le bus me ramenant à Mugongomanga. Quand je suis rentré dans le bus, une bande de jeunes à la traque des Hutu, armés de couteaux, est apparue. Ils ont exigé ma tête au chauffeur. Ce dernier, c'était un rwandais, a refusé d'obtempérer. Il a démarré le véhicule et il les a semés. Je n'oublierais jamais ce jour.

Actuellement, quand je repense à ce que le pays a enduré, je fais des prières pour que le Burundi ne retombe plus jamais dans le gouffre. Du reste, j'appelle les jeunes à ne plus verser de sang de leur prochain. Je demande avec insistance, au gouvernement de redoubler leurs efforts pour développer la communauté Batwa.



Chantal Nizigama

Chantal NIZIGAMA,

« J'ai connu la balkanisation des quartiers de Bujumbura »

Je suis née à Makamba, dans une famille épanouie, avant que la crise de 1972 ne nous arrache nos parents. Ils étaient tous des infirmiers. Nous menions une vie plutôt aisée et nous possédions même une voiture coccinelle et une vaste propriété. A l'aube de la crise, ma mère était partie voir sa propriété. Les gens lui ont supplié de ne pas retourner à la maison au risque de se faire tuer. Elle a refusé arguant qu'elle ne peut pas abandonner ses enfants. C'était son dernier jour.

Après, la disparition de nos parents, mes grands frères et moi avons été élevés par notre grand-mère à Kirembe dans la Province de Bururi. Ainsi, je n'ai pas fréquenté l'école faute de moyens. En 1985, je suis allée vivre à Bujumbura. C'est en 1991 que j'ai connu ma première expérience de la guerre. Le FNL-PALIPEHUTU a attaqué les camps militaires à Bujumbura. C'était ma toute première fois d'entendre les balles siffler dans mes oreilles.

Deux ans après, le Burundi a plongé dans une guerre civile. Hutu vivant à Musaga, j'ai connu la balkanisation des quartiers de Bujum-

bura. A cette époque, un Hutu qui s'aventurait dans les quartiers de Musaga, Ngagara, Nyakabiga et Cibitoke était tué par les miliciens Tutsi appelés « Sans échec ». De même qu'un Tutsi qui osait fouler le sol de Kamenge, Kanyosha et Kinama. Sur les agissements de ces jeunes, je pense qu'ils étaient drogués car une personne normale ne peut trancher la tête de son prochain. Entre temps, j'avais appris l'existence d'une propriété de mes parents à Makamba de par une tante. Au début des années 2000, j'y suis allée pour m'enquérir de la situation. Ayant vu l'ancienne propriété familiale, certaines personnes m'ont conseillé d'exproprier la famille qui l'occupait. Je ne les ai pas écoutés, car je jugeais que cette famille ne méritait pas un tel sort. Au contraire, j'ai décidé de partager la propriété avec cette famille avec l'accompagnement de la CNTB.

La leçon que je tire de mon histoire est qu'on a un grand pouvoir de décision sur ce qu'on fait de sa vie même face à la pression. Les jeunes devraient éviter de tremper dans des tueries.



Stanislas NTAHIMPEREYE,

« Les Hutu qui tentaient de s'interposer étaient considérés comme des traîtres et étaient eux aussi exécutés »

Je suis originaire de Mubimbi, une des communes de Bujumbura. Je suis père de 9 enfants. Les souvenirs de 1972 sont encore encrés dans ma mémoire. A cette époque, je n'avais que 17 ans. Il y a eu d'abord une vague d'arrestations des officiers militaires Hutu. Celui qui n'est pas mort, c'est un miracle. Ensuite, ce fut le tour des intellectuels Hutu. Je me rappelle bien que les enseignants étaient les plus ciblés. Ceux de Mubimbi ont été arrêtés par les militaires pour être acheminés à Isare précisément à Rushubi. On ne les a jamais revus. Les rescapés, quant à eux, prenaient le chemin de l'exil vers le Rwanda. Les blessures de 1972 sont restées béantes jusqu'à l'avènement de la démocratie en 1993.

Pendant la période de propagande, la tension était palpable. Les militaires n'étaient pas prêts à céder le pouvoir. On nous disait que nous n'allions pas gouverner à moins que leurs canons ne soient plus fonctionnels. Cela n'a pas tardé à se vérifier. Trois mois après son investiture, Melchior Ndadaye, le président élu, fut assassiné par les militaires. Cet assassinat a déclenché la révolte des Hutu. Ils ont à

leur tour massacré leurs voisins Tutsi. Les Hutu qui tentaient de s'interposer étaient considérés comme des traîtres et étaient eux aussi exécutés. Les Hutu de l'Uprona n'étaient pas non plus épargnés. Le pays a basculé dans une sanglante guerre civile. Les mouvements rebelles attaquaient les positions militaires pour venger les civils Hutu qui étaient tués. Pour éviter que la population civile soit prise en tenailles entre les combats, des sites de déplacés ont été créés. Nous étions traumatisés, car c'était la première fois que nous entendions des balles siffler. Étant chef de colline, j'essayais de tranquilliser les gens mais, au fond de moi, j'avais aussi peur. Certains nous disaient de fuir vers le Congo mais comme nous ne savions pas par où passer, nous avons décidé de rester dans ces camps de déplacés.

Nous avons vraiment traversé des périodes assez difficiles. Aux jeunes générations, je leur conseille d'éviter la guerre car elle ne fait que détruire. Néanmoins, je me réjouis que les gens vivent actuellement en paix sur ma colline.



Consolante NZIBAVUGA,

« (...) J'ai fait connaissance avec celui qui allait être mon conjoint, un Hutu. Mon entourage n'en revenait pas »

Être une femme Tutsi et se marier à un homme Hutu, en pleins massacres inter-ethniques au Burundi, demande du courage sans égal.

Je suis née en 1973 sur la colline Kibira, dans la commune Mugongomanga de la province Bujumbura. Comme beaucoup de Burundais, ma vie a basculé le 21 Octobre 1993, le jour de l'assassinat du Président Melchior Ndadaye. La nouvelle nous est parvenue vers 17h. A 19h, les routes étaient barricadées, et les maisons incendiées. Nos voisins étaient déchainés. Le lendemain, les affrontements entre Hutu et Tutsi faisaient rage. Chaque jeune homme en âge de combattre était mobilisé par les deux communautés, Hutu et Tutsi, soit pour attaquer, soit pour se défendre. Les Tutsi ont fui vers Rwibaga pour échapper aux Hutu. Jusque-là, c'était des combats à l'arme blanche : machettes, gourdins, bambous pointus et des houes. On a tranché la tête du fils de mon oncle devant mes yeux. Le sang jaillissait de partout. Ce jour-là, toutes nos vaches ont été volées. En parlant de vaches, trois hommes, tous Hutu, ont été massacrés lorsqu'ils tentaient de voler les vaches dans un enclos proche de chez nous. Par après, les armes à feu ont fait leur apparition. Les militaires ont installé une position près de chez nous, pour nous protéger contre

les rebelles. Ils ont creusé des tranchées pour nous abriter en cas d'attaque. Pendant deux ans, notre famille n'a jamais passé la nuit à l'intérieur de la maison. Seul mon père souffrant y demeurait.

Cette période l'a traumatisé jusqu'à sa mort. A cause des détonations de balles qu'il entendait, il sursautait au moindre bruit. Quand une certaine accalmie est revenue, nous sommes retournés à la maison. Ayant perdu notre troupeau, nous vivions désormais une vie misérable car nous n'avions plus de fumier à mettre dans nos champs.

Durant cette période de crise interethnique, le destin s'y mêlant, j'ai fait connaissance avec celui qui allait être mon conjoint, un Hutu. Mon entourage n'en revenait pas.

Malgré les mésententes, je suis allée vivre avec mon mari et nous avons eu 9 enfants ensemble. D'ailleurs, un de mes fils s'est récemment marié à une femme Tutsi.

A mon humble avis, les gens ont compris qu'ils ont eu tort en s'entretenant. Si l'amour triomphe, comme dans mon couple, la paix est possible.





Pascal SIMBAKWIRA,

« (...) il ne faut jamais tomber dans le piège de la globalisation. Ce n'est pas l'ethnie qui tue. Les Hutu et les Tutsi ne se détestent vraiment pas »

Je suis né en 1940 à Jenda, dans la commune Mugongomanga de la province de Bujumbura. A cette époque, c'était le territoire Imbo-Mugamba, administré à Bubanza. Je suis de ceux qui ont peut-être connu toutes les crises du Burundi. Je pense que la genèse des conflits interethniques est à l'assassinat du Prince Louis Rwagasore.

A l'époque, j'étais chef de la Mutualité Chrétienne basée à Gitega. J'avais été envoyé en Belgique pour faire une formation sur la gestion des organisations telles que les coopératives ou les syndicats. A mon retour, j'avais été nommé à la tête de cette structure à Gitega. J'avais une relation particulière avec l'Eglise catholique car j'avais dirigé le mouvement catholique Jeunesse Ouvrière Catholique (JOC). Ce mouvement a défilé dans les festivités de l'indépendance le 1er juillet 1962. J'avais connu Rwagasore lors de son dernier meeting à Jenda. Il était venu convaincre la population prise en otage par les administratifs qui

étaient du Parti Démocrate-Chrétien (PDC), grand rival de l'Uprona.

Les conflits entre le PDC et l'UPRONA m'ont touché. A Gitega, j'ai failli me faire arrêter par une autorité, sous prétexte que j'étais un royaliste de Muramvya.

A cette époque, le régionalisme battait son plein : les hauts cadres de Muramvya étaient persécutés par ceux de Bururi, province du président Micombero.

Pour avoir vécu toutes les crises, j'ai compris qu'il ne faut jamais tomber dans le piège de la globalisation. Ce n'est pas l'ethnie qui tue. Les Hutu et les Tutsi ne se détestent vraiment pas. Si c'était le cas, je n'aurais pas secouru une dame Hutu toute nue à la station de Musaga et la ramener chez elle à Jenda en 1993. Ce sont plutôt les intérêts individuels qui causent du mal. Que les jeunes fassent attention.



Gaudence NIYONZIMA,

« (...) complètement déshabillée (...) deux hommes de passage (...) m'ont embarqué dans leur voiture me drapant dans un sac de charbon »

Je suis née en 1957 sur la colline Jenda rural, zone Ijenda, commune Mugongomanga de la province de Bujumbura.

En 1972, j'étais élève à l'Ecole Ménagère de Mutumba. L'administrateur de la commune Mutumba de cette époque a protégé les enfants de notre école de telle sorte qu'elle n'a connu aucune victime. A la maison, mon père a été caché par nos voisins Tutsi. Il avait été arrêté, et emmené au bureau communal. C'est un Tutsi travaillant à la direction provinciale de l'agriculture et de l'élevage (DPAE) qui l'a sauvé en l'extirpant des prisonniers puis l'a accompagné jusqu'à sa maison. Pour ne pas éveiller les soupçons et s'attirer le courroux des bourreaux, il s'est séparé de lui en cours de chemin. Mais, il a pris le soin de lui donner sa lampe-torche. C'était pour que mon père soit reconnu par sa femme, et qu'il le cache. Quant à mes deux frères, ils ont pu aussi s'échapper grâce à l'aide des amis de ma famille, eux aussi Tutsi. Ils ont fui vers le Congo et ont

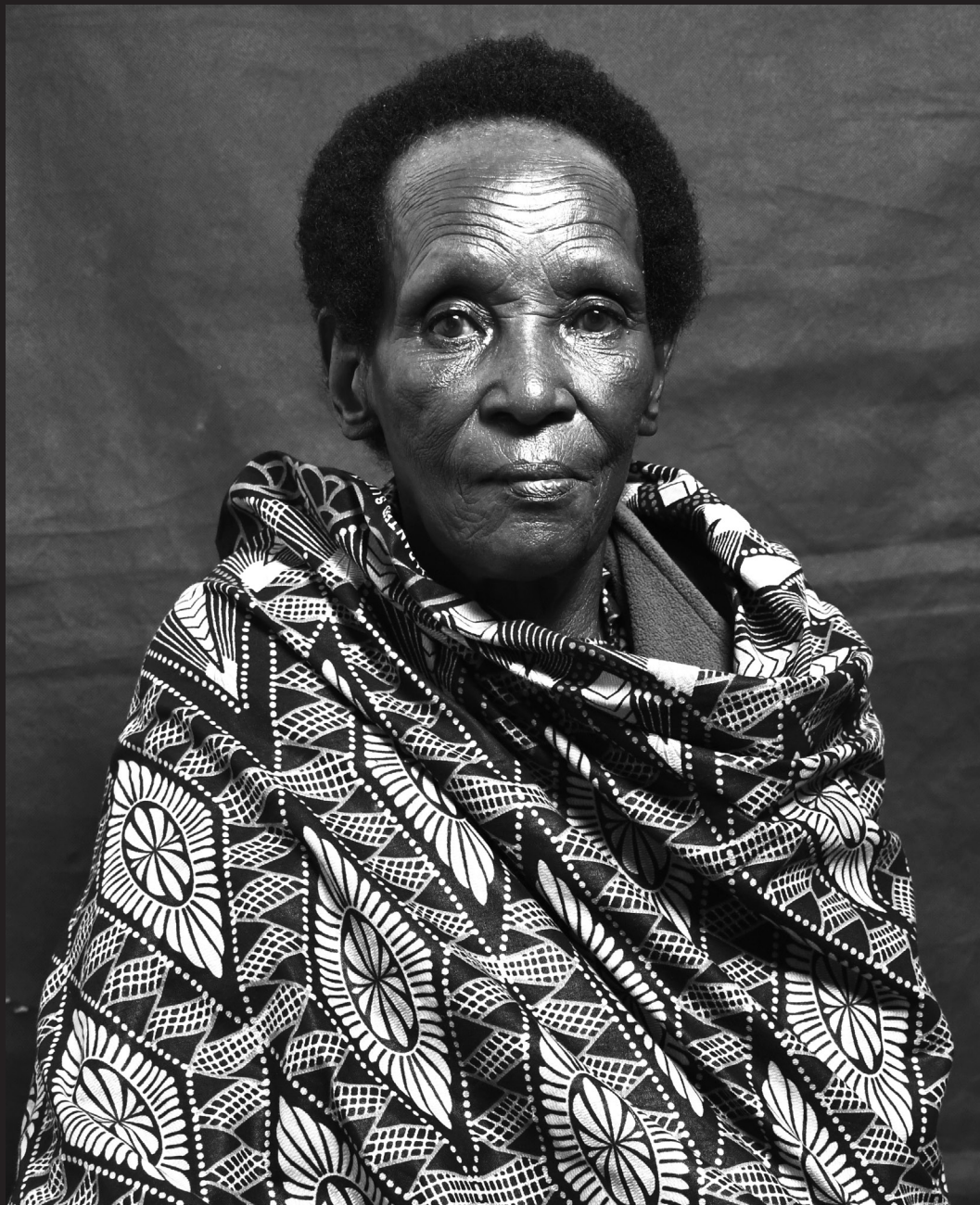
fini par gagner le Rwanda. Malheureusement, ils sont tous morts en exil. C'est triste.

En 1977, j'ai été embauchée au Lycée d'Ijenda comme encadreuse. Après 8 ans de service, mon contrat a été résilié du fait que l'école avait désormais besoin des encadreurs ayant un niveau supérieur que le mien. Après un certain temps de chômage, j'ai décroché un autre travail au tribunal de résidence d'Ijenda, en 1991.

Deux ans après, la crise de 1993 est survenue. Faisant mes courses, j'étais descendue sur Bujumbura un jour pour m'y approvisionner. Sur mon chemin retour, j'ai rencontré une horde de jeunes à la chasse des personnes pour les assassiner. Ces jeunes les attendaient au parking de bus. Ce jour, j'ai eu la peur de ma vie. Ils tuaient des gens avec des pierres et des gourdins. Ils étaient furieux et avaient déjà brûlé une station d'essence. Ils me disaient que je vais payer ce que mes frères font aux Tutsi de l'intérieur du pays. Ils m'ont dépouillée de tout ce que j'avais sur moi. Pire, ils m'ont com-

plètement déshabillé. Je voyais que mon heure avait sonné. Comme par miracle, une famille amie habitant dans les environs est venue à mon secours. Quelques moments après, deux hommes de passage vers Jenda m'ont remarqué. Ils ont réussi à tromper la vigilance de ces jeunes, et m'ont embarqué dans leur voiture. N'ayant pas de quoi me couvrir, ils m'ont drapé dans un sac de charbon. La famille de Musaga qui était venue me secourir a payé un lourd tribut: leur maison et leur véhicule ont été saccagés par ces jeunes. L'ironie de mon histoire est que ma petite sœur, prise pour une Tutsi, a été brûlée dans une embuscade des rebelles. Elle travaillait comme dactylographe au Lycée Maranatha de Kivoga. Elle venait de Bujumbura pour prendre son salaire de la FSTE.

Les temps durs ont certainement passé. Je reste convaincue que la cohabitation pacifique entre burundais a de beaux jours devant elle.



Elisabeth NDABUBAHA,

« Ce sont les hommes qui étaient la cible »

Je suis de la colline Nyamirinzi, à Vugizo, en province Makamba. Je suis assez âgée pour témoigner de ce qui s'est passé en 1972. Tout a commencé avec le débarquement des Mayi Mulele, un dimanche, pendant la messe. Un de nos enseignants à l'église, les ayant vus, a alerté tout le monde. Leur accoutrement était étrange, tel des sauvages vêtus d'herbes.

Des initiatives pour leur donner à manger ont été introduites. Des chèvres ont été préparées, ainsi que des boissons. Ils étaient visiblement les bienvenus, et leur arrivée très attendue. Ils avaient déjà un endroit précis dans lequel ils allaient camper.

Les massacres n'ont pas tardé à s'exécuter. La première victime a été mon beau-frère. Il a été lynché chez lui, tué sauvagement par les Mulele. Quelques jours plus tard, tous mes 7 frères subissaient le même sort, leurs corps décapités, et découpés en morceaux tels des bananiers, puis enterrés dans une fosse commune. Mon mari, quant à lui, n'a pas voulu fuir avec nous, préférant rester à la maison pour suivre ce qui se faisait. Sur notre colline, presque aucun Tutsi n'a été épargné, excepté les femmes et les vieillards. Vous comprenez par-là que mon mari y a également laissé sa peau. Ce sont les hommes qui étaient la cible.

Enceinte, j'ai alors fui avec mes 4 enfants, vers Makamba qui était plus ou moins tranquille. Les assaillants avaient fait de Vugizo leur bastion, se servant la viande de vache et de chèvre à volonté. Les

femmes enceintes étaient éviscérées pour voir si elles ne portaient pas de garçon dans leurs seins.

Il se dit que sous le commandement du Président Micombero, un avion militaire est intervenu pour réprimer les tueries. Vous comprenez que d'une perspective aussi ascendante, les tirs ont décimé tout le monde, Hutu comme Tutsi.

J'ai alors fui vers Makamba dans une paroisse, où les autres Tutsi avaient fui. Lorsque les hostilités ont cessé, nous sommes retournés à Vugizo. C'était plus calme mais il n'y avait presque personne. Tous avaient fui vers la Tanzanie, surtout les Hutu.

Pendant la crise de 1993, la situation était pire. Ceux qui tuaient ne faisaient pas de distinction. Les Tutsi et les hutu étaient tous lynchés. Nous avons fui pour se cacher dans un marais. Il y a eu beaucoup de coups de feu et des tueries. Heureusement, je n'avais pas des enfants en bas âge. Puis, nous avons pris la route vers Maragarazi. Grâce à Dieu, un soldat qui est actuellement colonel, m'a reconnu, et nous a aidé à fuir. Nous étions un groupe de 18 Tutsi. Après les tueries, nous sommes retournés à Vugizo, et le calme est revenu petit à petit. Nous nous sommes trouvés une sorte de réconciliation avec ceux qui avaient tué les nôtres. Nous prenons soin de leurs enfants, et la vengeance n'a pas eu de place, car, en vérité, toutes les ethnies ont été touchées.

Les récits et photos sur base desquels a été produit ce livret, ont été recueillis au près des individus membres des communautés cibles des projets de Impunity Watch financés par l'Union européenne et le National Postcode Lottery des Pays-Bas. Nos projets visent à soutenir des processus de traitement du passé au Burundi afin de renforcer l'Etat de Droit et de contribuer à la non-répétition des conflits. La photographie est un moyen important pour la préservation des mémoires et pour le dialogue constructif sur le passé, et fait partie des stratégies de l'organisation d'exploiter les arts pour engager les jeunes burundais à explorer l'histoire de leurs pays.

